

CANDIDATURE EN VUE DE L'INSCRIPTION
SUR LA LISTE DES MEDIATEURS DE LA COUR D'APPEL DE
(personne morale)

*Merci de joindre les justificatifs pour chaque rubrique
(identité, mode d'exercice, numéro SIRET, assurance responsabilité civile, formation,
pratique de la formation, inscription sur d'autres listes de cour d'appel, etc.)*

Je soussigné(e)

né(e) le

à

demeurant

courriel :

numéro de téléphone fixe :

numéro de téléphone portable :

président / représentant légal¹ de la personne morale :

type de structure :

dirigeants :

numéro SIRET :

objet social :

date de création :

nombre de salariés :

adresse :

courriel :

numéro de téléphone fixe :

numéro de téléphone portable :

site internet, le cas échéant :

Assurance responsabilité civile souscrite pour l'activité de médiateur :

Conventionnement CNAF : oui non

Adhérent aux organismes/associations de médiation :

Inscription sur d'autres listes de cour d'appel : oui non

- En cas de réponse positive

¹ Rayer la mention inutile

- cour(s) d'appel concernée(s) :
- date de(s) prestation(s) de serment :

- En cas de réponse négative, le cas échéant

- dépôt en date du d'un (de) dossier(s), actuellement à l'étude
- cour(s) d'appel concernée(s) :

Demande(s) antérieure(s) non satisfaite(s)

- cour(s) d'appel concernée(s) :
- date(s) :

Personnes physiques assurant l'exécution des mesures de médiation² :

*Fournir pour chacune d'entre elles un dossier de candidature
en vue de l'inscription sur la liste des médiateurs « personne physique »*

I - Pratique de la médiation

- Nombre de médiations conventionnelles réalisées³

- au cours des trois dernières années :
- antérieurement :

Dans quels domaines ?

- Nombre de médiations judiciaires réalisées⁴

- au cours des trois dernières années :
- antérieurement :

Dans quels domaines ?

Citer le nom des magistrats et des juridictions ayant désigné(e) la personne morale :

II - Inscription sollicitée

(cocher le ou les domaines de médiation pour lesquels vous sollicitez votre inscription)

civil social commercial

Je sollicite mon inscription dans la rubrique « médiateurs familiaux » :

oui non

² Préciser pour chacune d'elles, le statut et la date d'embauche

^{3 et 4} Ventiler par personne physique assurant les médiations

III - Inscription sur d'autres listes de cour d'appel

déjà inscrit sur la liste des cours d'appel suivantes :

Prestation(s) de serment le(s)

dépôt en date du d'un (de) dossier(s), actuellement à l'étude à la (les) cour d'appel de

sans objet

VI - Informations complémentaires

Déclare solliciter l'inscription de..... sur la liste de médiateurs de la cour d'appel de..... et prendre connaissance des dispositions des articles 2 et 3 du décret n° 2017-1457 relatif à la liste des médiateurs auprès de la cour d'appel aux termes desquelles :

Article 2

« Une personne physique ne peut être inscrite sur la liste des médiateurs près la cour d'appel que si elle réunit, indépendamment de celles requises par des dispositions propres à certains domaines particuliers et de celles spécialement prévues à l'article 131-5 du code de procédure civile pour l'exécution d'une mesure de médiation, les conditions suivantes :

1° Ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation, d'une incapacité ou d'une déchéance mentionnées sur le bulletin n° 2 du casier judiciaire ;

2° Ne pas avoir été l'auteur de faits contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation ;

3° Justifier d'une formation ou d'une expérience attestant l'aptitude à la pratique de la médiation. »

Article 3

« Une personne morale exerçant l'activité de médiateur ne peut être inscrite sur la liste des médiateurs de la cour d'appel que si elle réunit les conditions suivantes :

1° Ses dirigeants remplissent les conditions prévues aux 1° et 2° de l'article 2 ;

2° Chaque personne physique qui assure l'exécution des mesures de médiation doit satisfaire aux conditions prévues à l'article 2. »

Certifie sur l'honneur l'exactitude de l'ensemble des renseignements mentionnés ci-dessus ainsi que de n'avoir pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation.

Fait à

le

Fournir pour chaque dirigeant de la personne morale une attestation sur l'honneur établie sur le modèle suivant

Je soussigné(e)

né(e) le

à

demeurant

courriel :

numéro de téléphone fixe :

numéro de téléphone portable :

président / représentant légal⁵

de la personne morale :

Certifie sur l'honneur n'avoir pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation.
